

Tendances récentes : La croissance en Afrique subsaharienne a fléchi à 3 % en 2023. Elle est restée faible dans les trois plus grandes économies de la région : le Nigéria, l'Afrique du Sud et l'Angola. Le début de l'année 2024 a été marqué par un rebond de l'activité du secteur privé, à la faveur d'un raffermissement de l'économie mondiale. Dans le même temps, de nombreuses économies de la région continuent d'être aux prises avec une situation des finances publiques fragile, due en partie au faible niveau des recettes et au coût élevé du service de la dette, un certain nombre d'États devant en outre faire face aux effets néfastes des dépréciations monétaires.

Au Nigéria, la croissance du PIB a ralenti à 2,9 % en 2023. Malgré les ajustements macroéconomiques en cours, l'économie a affiché un dynamisme modéré au début de l'année 2024. La croissance sud-africaine, après être tombée à 0,6 % en 2023, est restée atone au début de l'année 2024. L'économie continue de pâtir d'une détérioration généralisée des services publics, avec notamment des pénuries d'électricité, des goulets d'étranglement dans les transports et un taux de criminalité élevé. La consommation des ménages reste limitée par les forts taux de chômage, tandis que l'investissement faiblit sur fond de confiance en berne chez les entreprises. En Angola, la croissance a chuté à 0,9 % en 2023, à la suite de la baisse de la production pétrolière et de la perte de dynamisme des secteurs non pétroliers.

Alors que l'inflation avait globalement reflué tout au long de l'année 2023, elle est repartie à la hausse début 2024, tirée en partie par l'augmentation des prix alimentaires. La hausse de l'inflation globale, en particulier dans plusieurs grandes économies d'Afrique subsaharienne, a entraîné un relèvement des taux d'intérêt dans un certain nombre de pays. L'insécurité alimentaire reste élevée dans la région, du fait des sécheresses prolongées dans certaines parties de l'Afrique de l'Est et des inondations en Afrique australe, mais aussi de l'existence de conflits violents et persistants dans les pays du Sahel et dans la Corne de l'Afrique.

Perspectives : Selon les projections, la croissance en Afrique subsaharienne remontera à 3,5 % en 2024 et à environ 4 % par an en 2025-26. L'atténuation des pressions inflationnistes devrait en effet permettre de baisser les taux d'intérêt, ce qui soutiendra la consommation et l'investissement privés. La croissance dans les trois plus grandes économies de la région devrait s'accélérer, pour passer de 1,8 % en 2023 à 2,4 % en 2024 et 2,6 % en moyenne en 2025-26. Elle reste toutefois nettement inférieure à la croissance moyenne régionale. Dans les économies qui ne disposent pas de ressources naturelles, la croissance devrait se maintenir au-dessus des taux moyens historiques. Celles qui sont riches en ressources reprennent de la vigueur après leur faible croissance de l'année passée, imputable principalement à la baisse des prix des métaux.

Dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, le PIB par habitant devrait s'accroître de 1 % seulement cette année et de 1,4 % en moyenne en 2025-26. Les prévisions anticipent une croissance substantielle du PIB par habitant dans les économies pauvres en ressources naturelles, tandis que les trois plus grandes économies de la région continueront d'enregistrer une progression inférieure à la moyenne régionale. Dans un quart environ des économies subsahariennes, le PIB par habitant n'aura pas retrouvé ses niveaux d'avant la pandémie à la fin de l'année 2026, ce qui signifie plus d'une demi-décennie de progrès perdus dans l'amélioration des niveaux de vie et la réduction de la pauvreté.

Risques : Les perspectives de croissance régionales sont principalement soumises à des risques de détérioration : montée des tensions géopolitiques mondiales, en particulier une intensification du conflit au Moyen-Orient ; nouvelle dégradation de la stabilité politique régionale ; hausse de la fréquence et de l'intensité d'épisodes météorologiques défavorables ; inflation plus élevée que prévu ; ralentissement économique plus marqué qu'attendu en Chine, ou encore aggravation des situations de surendettement public, faute de stabilisation des niveaux élevés de dette ou de disponibilité de nouvelles sources de financement.

L'inflation des prix à la consommation, en particulier, pourrait s'avérer plus tenace que prévu voire repartir à la hausse, sous l'effet notamment d'une hausse des prix alimentaires nourrie par les perturbations de l'approvisionnement que pourrait engendrer une escalade du conflit au Moyen-Orient. En outre, les épisodes météorologiques extrêmes augmentent les risques de pressions inflationnistes sur les produits alimentaires dans les économies touchées. Le phénomène El Niño a ainsi entraîné des précipitations et des inondations supérieures à la moyenne en Afrique de l'Est, mais une grave sécheresse en Afrique australe. Une augmentation de la fréquence et de la gravité des sécheresses ou des inondations exacerberait la pauvreté en Afrique subsaharienne et intensifierait l'insécurité alimentaire dans de nombreux pays.

Télécharger les *Perspectives économiques mondiales* : <https://www.worldbank.org/gep>.

Prévisions pour les pays d'Afrique subsaharienne

(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2021	2022	2023e	2024p	2025p	2026p
PIB aux prix du marché (prix moyens en dollars sur la période 2010-19)						
Afrique du sud	4,7	1,9	0,6	1,2	1,3	1,5
Angola	1,2	3,0	0,9	2,9	2,6	2,4
Bénin	7,2	6,3	5,8	6,0	6,0	6,0
Botswana	11,8	5,8	3,3	3,5	4,3	4,0
Burkina Faso	6,9	1,8	3,2	3,7	3,8	4,2
Burundi	3,1	1,8	2,7	3,8	4,4	4,8
Cabo Verde	5,6	17,1	4,8	4,7	4,7	4,6
Cameroun	3,3	3,6	3,3	3,9	4,2	4,5
République centrafricaine	1,0	0,5	0,9	1,3	1,7	1,9
Comores	2,1	2,6	3,0	3,3	4,0	4,3
Congo (Rép. dém. du)	6,2	8,9	7,8	6,0	5,9	5,7
Congo (Rép. du)	1,0	1,5	1,9	3,5	3,7	3,2
Côte d'Ivoire	7,1	6,2	6,0	6,4	6,4	6,3
Érythrée	2,9	2,5	2,6	2,8	3,0	3,3
Eswatini	10,7	0,5	4,8	4,1	3,3	2,7
Éthiopie ^a	6,3	6,4	7,2	7,0	7,0	7,0
Gabon	1,5	3,0	2,3	3,0	2,3	2,8
Gambie	5,3	4,9	5,3	5,5	5,8	5,4
Ghana	5,1	3,8	2,9	2,9	4,4	4,9
Guinée	5,0	3,7	7,1	4,9	6,2	6,5
Guinée-Bissau	6,4	4,2	4,2	4,7	4,8	4,9
Guinée équatoriale	0,3	3,8	-5,8	-4,3	-3,3	-3,6
Kenya	7,6	4,9	5,6	5,0	5,3	5,3
Lesotho	1,9	1,1	2,0	2,2	2,5	2,3
Libéria	5,0	4,8	4,7	5,3	6,2	6,3
Madagascar	5,7	3,8	3,8	4,5	4,6	4,7
Malawi	2,8	0,9	1,5	2,0	3,9	4,1
Mali	3,1	3,5	3,5	3,1	3,5	4,5
Maurice	3,4	8,9	6,8	5,0	4,1	3,9
Mauritanie	0,7	6,4	3,4	3,8	4,5	6,3
Mozambique	2,3	4,2	5,0	5,0	5,0	4,4
Namibie	3,6	5,3	4,2	3,4	3,6	3,8
Niger	1,4	11,5	2,0	9,1	6,2	5,1

Nigéria	3,6	3,3	2,9	3,3	3,5	3,7
Ouganda ^a	3,4	4,7	5,2	6,0	6,2	6,6
Rwanda	10,9	8,2	8,2	7,6	7,8	7,5
São Tomé-et-Príncipe	1,9	0,1	-0,5	2,5	3,1	3,6
Sénégal	6,5	3,8	4,3	7,1	9,7	5,7
Seychelles	2,5	8,9	3,3	3,5	3,4	3,4
Sierra Leone	4,1	3,5	3,1	3,5	4,0	4,3
Somalie	3,3	2,4	3,1	3,7	3,9	4,0
Soudan	-1,9	-1,0	-12,0	-3,5	-0,7	1,2
Soudan du Sud ^a	-5,1	-2,3	-1,3	2,0	3,8	4,0
Tanzanie	4,3	4,6	5,2	5,4	5,8	6,2
Tchad	-1,2	2,8	4,1	2,7	3,3	2,9
Togo	6,0	5,8	5,4	5,1	5,4	5,6
Zambie	6,2	5,2	4,0	2,7	6,1	5,9
Zimbabwe	8,5	6,5	5,5	3,3	3,6	3,5

Source : Banque mondiale.

Note : e = estimation ; p = prévision. Les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment actualisées en fonction des nouvelles données et de l'évolution de la conjoncture (mondiale). Par conséquent, les projections présentées ici peuvent être différentes de celles mentionnées dans d'autres documents de la Banque mondiale, même si les évaluations de base des perspectives des pays ne diffèrent pas de façon significative à un moment donné.

a. Sur la base de l'exercice budgétaire.